



Le 28 octobre 2021,

Le très honorable Justin Trudeau
Premier ministre du Canada
Édifice Langevin
Ottawa (Ontario)
K1A 0A2

Et l'ensemble des ministres du nouveau conseil des ministres formé le 26 octobre 2021

Objet : Félicitations pour votre nomination – nous comptons sur vous pour porter ces engagements à la COP26 et mettre la transition socio-écologique au cœur de votre mandat

Monsieur le Premier Ministre,
Messieurs et mesdames les nouveaux ministres :
Mme Chrystia Freeland, vice-première ministre et ministre des Finances;
M. Omar Alghabra, ministre des Transports
Mme Anita Anand, ministre de la Défense nationale
Carolyn Bennett, ministre de la Santé mentale et des Dépendances et ministre associée de la Santé;
Mme Marie-Claude Bibeau, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire
M. Bill Blair, président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile
M. Randy Boissonnault, ministre du Tourisme et ministre associé des Finances
M. François-Philippe Champagne, ministre de l'Innovation, des Sciences et de l'Industrie
M. Jean-Yves Duclos, ministre de la Santé
Mme Mona Fortier, présidente du Conseil du Trésor
M. Sean Fraser, ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté
Mme Karina Gould, ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social
M. Steven Guilbeault, ministre de l'Environnement et du Changement climatique
Mme Patty Hajdu, ministre des Services aux Autochtones et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario
M. Mark Holland, leader du gouvernement à la Chambre des communes

M. Ahmed Hussen, ministre du Logement et de la Diversité et de l'Inclusion
Mme Gudie Hutchings, ministre du Développement économique rural
Mme Marci Ien, ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et de la Jeunesse
Mme Helena Jaczek, ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario
Mme Mélanie Joly, ministre des Affaires étrangères
Mme Kamal Khara, ministre des Aînés
M. David Lametti, ministre de la Justice et procureur général du Canada
M. Dominic LeBlanc, ministre des Affaires intergouvernementales, de l'Infrastructure et des Collectivités
Mme Diane LeBouthillier, ministre du Revenu national
M. Lawrence MacAulay, ministre des Anciens Combattants et ministre associé de la Défense nationale
M. Marco E. L. Mendicino, ministre de la Sécurité publique
M. Marc Miller, ministre des Relations Couronne-Autochtones
Mme Joyce Murray, ministre des Pêches, des Océans et de la Garde côtière canadienne
Mme Mary Ng, ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique
M. Seamus O'Regan Jr., ministre du Travail
Mme Ginette Petitpas Taylor, ministre des Langues officielles et ministre responsable de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique
Mme Carla Qualtrough, ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap
M. Pablo Rodriguez, ministre du Patrimoine canadien et lieutenant du Québec
M. Harjit S. Sajjan, ministre du Développement international et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada
Mme Pascale St-Onge, ministre des Sports et ministre responsable de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec
Mme Filomena Tassi, ministre des Services publics et de l'Approvisionnement
M. Dan Vandal, ministre des Affaires du Nord, ministre responsable de Développement économique Canada pour les Prairies et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord
M. Jonathan Wilkinson, ministre des Ressources naturelles,

Nous désirons par la présente vous féliciter pour votre récente élection ainsi que pour votre nomination à titre de ministre dans le conseil des ministres formé mardi. Vos déclarations médiatiques de cette semaine semblent rassurer quant au fait que la transition socio-écologique occupera une place importante dans le plan de travail de votre gouvernement. Nous en sommes soulagés. La nomination de M. Guilbeault à titre de ministre de l'Environnement et du Changement climatique semble aussi envoyer un signal clair à cet effet.

La lutte aux changements climatiques ne doit pas se cantonner à un seul ministère : l'enjeu est transversal et a déjà des impacts sur toutes les sphères de notre vie. Il apparaît donc urgent et incontournable que la transition socio-écologique fasse partie intégrante des plans d'action de l'ensemble des ministères fédéraux et, conséquemment, l'objet de discussions régulières au

conseil des ministres. C'est ce que nous souhaitons lire dans les lettres de mandat qui seront publiées sous peu.

De même, nous comptons sur une présence active et déterminante du Canada à la 26^e Conférence des Parties des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26) qui s'amorcera sous peu à Glasgow. Ce sommet sur le climat sera le plus important depuis 2015. C'est pourquoi nous vous demandons de porter à Glasgow et d'intégrer à l'ensemble de vos mandats ministériels les engagements prioritaires suivants, au minimum :

- Réduire les émissions nationales du Canada de 60 % d'ici 2030 par rapport au niveau de 2005;
- Assurer une transition écologique porteuse de justice sociale qui prend en considération les femmes, les populations autochtones et les personnes que la société marginalise. Ces personnes sont celles qui contribuent le moins à la crise climatique, mais qui, pourtant, en subissent le plus durement les impacts, au Canada et ailleurs dans le monde;
- Respecter les droits et demandes des peuples autochtones;
- Adhérer à l'alliance Beyond Oil and Gas et orchestrer la sortie du Canada des énergies fossiles en mettant fin à tout soutien financier à cette industrie tout en assurant une transition juste pour les travailleuses et travailleurs touchés ainsi que pour les collectivités qui en dépendent;
- Retirer tout soutien à la construction d'infrastructures qui encourageraient ou perpétueraient la consommation d'hydrocarbures telles que des aéroports et des autoroutes;
- Prioriser les réductions à la source, financer les solutions nature et éviter de retarder les mesures d'évitement des émissions de gaz à effet de serre qui s'imposent d'urgence en pariant sur d'éventuelles technologies de captation et de séquestration du carbone;
- Décarboner les systèmes énergétique et économique;
- Financer l'émergence d'une économie résiliente, sobre en matière et en énergie, en harmonie avec les capacités biophysiques de la planète;
- Financer la régénération des sols agricoles et l'écologisation du système agricole et alimentaire canadien.

Ces engagements représentent des défis énormes et le gouvernement doit pouvoir s'appuyer sur toutes les sphères de la société pour les relever. Heureusement, partout au Canada, une

multitude d'acteurs s'activent sur le terrain, pour opérer cette transition écologique porteuse de justice sociale vitale pour la survie de nos communautés. Nous vous encourageons à entretenir le dialogue avec eux, à valoriser leur expertise et à répondre favorablement à leurs demandes.

Au Québec, le Front commun pour la transition énergétique (FCTE) est un de ces acteurs incontournables. Nous regroupons 90 organisations, environnementales, citoyennes, syndicales, communautaires et étudiantes, qui contribuent à l'élaboration collective et à la mise en œuvre d'une transition énergétique structurante et porteuse de justice sociale. Ainsi, l'an dernier, le FCTE a produit la *Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité*, qui est l'aboutissement de la première étape du projet de dialogue social Québec ZÉN (ZÉN pour zéro émission nette). Combinant les [critères du Front commun pour une transition énergétique porteuse de justice sociale](#) et les plus récentes connaissances sur le climat et la transition, ce document propose une approche cohérente et transformationnelle systémique ainsi qu'une responsabilisation des acteurs à toutes les échelles – gouvernementale, organisationnelle et citoyenne. [Nous vous invitons à en prendre connaissance et à mettre en œuvre les recommandations qui s'adressent à votre palier de gouvernement.](#)

Les propositions élaborées et les consensus établis au cours de ce dialogue social servent maintenant d'ancrage à la phase 2 de nos travaux, soit le [projet « Collectivités ZÉN »](#), qui vise à encourager des démarches concrètes de transition juste vers la carboneutralité dans quatre territoires du Québec, et bientôt plus. Ce projet s'appuie sur des organismes porteurs bien enracinés dans leurs milieux respectifs pour rassembler des acteurs et actrices clés de tous les secteurs autour d'une démarche inclusive de transition écologique conçue par et pour le territoire, avec le soutien proactif du Front commun et de ses partenaires nationaux. Bien que naissantes, ces initiatives d'innovation sociale créent déjà une effervescence palpable.

Clairement, la transition socio-écologique est en marche au Québec, et nous comptons sur votre soutien politique actif pour en faciliter le déploiement.

Veuillez agréer, Messieurs, Mesdames, l'expression de nos sentiments distingués,

(signature)

Elisabeth Gibeau
Coordonnatrice générale
Front commun pour la transition énergétique